

## 7. Annexe I : ressources complémentaires

### 7.1 Formations et supports

Internet regorge de formations et de supports de formation concernant l'action en faveur du climat. Les portails suivants proposent des ressources ayant trait aux changements climatiques.

- [One UN Climate Change Learning Partnership \(UN CC:Learn\)](#)

La plateforme de partage de connaissances UN CC:Learn rassemble tous les services et les ressources fournis par le système des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>472</sup>. Initiative conjointe d'une trentaine d'organisations multilatérales, le partenariat porteur du projet souhaite accompagner les États dans la réalisation d'actions sur les changements climatiques à travers des publications sur le sujet et le développement de compétences appliquées. UN CC:Learn fournit des conseils stratégiques et des ressources d'apprentissage de qualité pour aider la population, les États et les entreprises à comprendre les changements climatiques, à s'y adapter et à s'y montrer résilients.

Préparé par le CPRC, la CCNUCC et le HCDH, le cours intitulé « An Introduction to Climate Change and Human Rights » (*Introduction aux changements climatiques et aux droits de l'homme*) est l'un de ceux proposés par UN CC:Learn<sup>473</sup>. Il s'adresse aux décideurs, aux étudiants, aux experts, aux militants et aux universitaires, en somme à toute personne souhaitant en savoir davantage sur les changements climatiques et les droits de l'homme. Il fournit des outils pour mieux appréhender cette question, réfléchir et débattre sur le sujet et agir, concernant aussi bien les difficultés posées par les changements climatiques que les opportunités et enjeux qui en découlent pour les droits de l'homme.

- [Portail d'information des Nations Unies sur les Accords environnementaux multilatéraux ou AEM \(InforMEA learning\)](#)

Ce site propose une large palette de formations en matière de protection de l'environnement<sup>474</sup>. Citons entre autres le cours d'InforMEA learning, celui intitulé « National Human Rights Institutions (NHRIs) and Environmental Rights » (*INDH et droits environnementaux*), fruit d'une collaboration entre le Forum de l'Asie-Pacifique pour les institutions nationales des droits de l'homme (APF) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)<sup>475</sup>, ou encore « Introduction to Human

---

<sup>472</sup> <https://unccelearn.org/?lang=fr>.

<sup>473</sup> <https://unccelearn.org/course/view.php?id=136&page=overview>

<sup>474</sup> <https://elearning.informea.org/?lang=fr>

<sup>475</sup> <https://elearning.informea.org/course/view.php?id=73>. Ce cours s'appuie sur une évaluation des besoins d'apprentissage des INDH sur les droits environnementaux : « Enhancing the Role of National Human Rights Institutions to Advance Environmental Rights in Asia and the Pacific » (*Renforcer le rôle des INDH pour faire progresser les droits environnementaux en Asie et dans le Pacifique*). Voir le résumé du cours : « National Human Rights Institutions (NHRIs) and Environmental

Rights and the Environment » (*Introduction aux droits de l'homme et à l'environnement*)<sup>476</sup> et « Climate Change International Legal Regime » (*Régime juridique international des changements climatiques*)<sup>477</sup>.

- [Plateforme d'assistance juridique et environnementale du PNUE](#)

La plateforme d'assistance juridique et environnementale du PNUE (UNEP-LEAP) est le pilier numérique du Programme de droit environnemental de Montevideo. Les États membres peuvent directement solliciter l'assistance du PNUE et de ses partenaires par le biais de la rubrique d'assistance technique du mécanisme d'échange d'informations<sup>478</sup>. Ils peuvent aussi consulter les rubriques des profils de pays et de la base de données pour accéder à des informations pertinentes, à la législation, à la jurisprudence, à des lois types et à des boîtes à outils législatives en matière environnementale ainsi qu'à d'autres produits et ressources donnant des orientations dans ce domaine.

- [UN SDG:Learn](#)

L'initiative UN SDG:Learn des Nations Unies propose aux particuliers et aux organisations les solutions d'apprentissage pertinentes et structurées actuellement disponibles qu'elle centralise sur des sujets en lien avec le développement durable. La recherche de cours peut s'effectuer par objectif de développement durable, ce qui permet de trouver facilement ceux ayant trait à l'action climatique (ODD 13)<sup>479</sup>.

- [Centre de connaissances sur le changement climatique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture](#)

Le Centre de connaissances sur le changement climatique (CC-Hub) de la FAO regroupe les connaissances et les ressources existantes sur les changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'utilisation des terres. Grâce à ses fonctionnalités interactives, il met les usagers en lien avec des pairs, des experts et des organismes qui œuvrent au renforcement des capacités. La plateforme fournit également données, supports et activités de formation, directives, orientations et outils. Elle vise globalement à accroître les connaissances et les capacités des

---

Rights: Course Syllabus »,

[https://elearning.informea.org/pluginfile.php/1/theme\\_info/syllabus/73/NHRIs%20and%20Environmental%20Rights\\_Course%20Syllabus.pdf](https://elearning.informea.org/pluginfile.php/1/theme_info/syllabus/73/NHRIs%20and%20Environmental%20Rights_Course%20Syllabus.pdf) (en anglais).

Forum Asie-Pacifique et PNUE, « National Human Rights Institutions (NHRIs) and Environmental Rights: Course Handbook » (*Institutions nationales des droits de l'homme (INDH) et droits environnementaux : manuel du*

*cours*)[https://elearning.informea.org/pluginfile.php/85261/mod\\_resource/content/4/NHRIs%20and%20Environmental%20Rights\\_Course%20Workbook.pdf](https://elearning.informea.org/pluginfile.php/85261/mod_resource/content/4/NHRIs%20and%20Environmental%20Rights_Course%20Workbook.pdf) (en anglais).

<sup>476</sup>

[https://elearning.informea.org/pluginfile.php/1/theme\\_info/syllabus/36/Introduction%20to%20Human%20Rights%20and%20the%20Environment.pdf](https://elearning.informea.org/pluginfile.php/1/theme_info/syllabus/36/Introduction%20to%20Human%20Rights%20and%20the%20Environment.pdf) (en anglais).

<sup>477</sup>

[https://elearning.informea.org/pluginfile.php/1/theme\\_info/syllabus/37/Climate%20Change%20International%20Legal%20Regime.pdf](https://elearning.informea.org/pluginfile.php/1/theme_info/syllabus/37/Climate%20Change%20International%20Legal%20Regime.pdf) (en anglais).

<sup>478</sup> <https://leap.unep.org/fr>

<sup>479</sup> <https://www.unsdglearn.org/courses> (en anglais).

différents pays pour qu'ils atteignent leurs objectifs climatiques et de développement durable<sup>480</sup>.

Bien d'autres supports de formations disponibles en ligne viennent compléter ces portails d'informations généralistes. En voici quelques-uns.

- [Série de webinaires sur les institutions des droits de l'homme et l'environnement du programme de gouvernance environnementale \(EGP\) du PNUD, 25-27 novembre 2019](#)

Il s'agit d'une série de webinaires destinés aux institutions nationales des droits de l'homme expliquant leur rôle dans la mise en œuvre de lois et de normes internationales et dans la protection et la promotion des droits de l'homme en lien avec l'environnement au niveau national<sup>481</sup>. Cette série a été réalisée en partenariat avec la GANHRI et le Rapporteur spécial sur les droits d'homme et l'environnement.

- [Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#)

La publication intitulée « Climate Get the Big Picture: A Guide to the UNFCCC and its Processes » (*Panorama sur le climat : guide explicatif de la CCNUCC et de ses processus*) cherche à fournir un point de départ pour donner une vision d'ensemble du régime des Nations Unies qui s'applique aux changements climatiques, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris. Elle oriente les néophytes à travers les différentes problématiques que couvre ce régime, comme l'atténuation, l'adaptation et le soutien. Ce guide explique également les processus de négociation dans lesquels les États passent en revue l'action climatique et prennent des mesures supplémentaires pour la renforcer<sup>482</sup>.

- [Formation HELP du Conseil de l'Europe sur l'environnement et les droits de l'homme](#)

Ce cours en ligne gratuit traite des cadres juridiques et des approches pratiques pour accompagner juristes et autres professionnels dans la compréhension des relations entre droits de l'homme et environnement. Il explique notamment comment appliquer une approche fondée sur les droits de l'homme à la protection de l'environnement<sup>483</sup>.

---

<sup>480</sup> <https://www.fao.org/climate-change/knowledge-hub/learning-corner/fr/>

<sup>481</sup> <https://www.environmentalgovernanceprogramme.org/human-rights-institutions-the-environment>, « Webinar Series Report: The Right to a Healthy Environment and the Role of National Human Rights Institutions » (*Rapport de la série de webinaires sur le thème : le droit à un environnement sain et le rôle des institutions nationales des droits de l'homme*) <https://learningfornature.org/wp-content/uploads/2020/02/Webinar-Report-Right-to-a-Healthy-Environment-compressed.pdf> (en anglais).

<sup>482</sup> <https://unfccc.int/resource/bigpicture/> (en anglais).

<sup>483</sup> L'accès au cours se fait au moyen de la plateforme d'e-learning HELP : <http://help.elearning.ext.coe.int/> (en anglais). La création d'un compte HELP est un prérequis pour accéder au cours en ligne à l'adresse : <http://help.elearning.ext.coe.int/course/view.php?id=4237>.

- [Institution nationale norvégienne des droits de l'homme](#)

En 2021, l'institution nationale des droits de l'homme de Norvège a organisé un webinaire sur les changements climatiques et les droits humains. Y était incluse une présentation sur les obligations des États en matière de droits de l'homme pour atténuer les changements climatiques, qui s'appuyait sur des rapports de cette INDH et du Réseau européen d'institutions nationales des droits de l'homme, dont un panel de discussion rassemblant des experts de premier plan en droit des droits de l'homme, droit environnemental et atténuation des changements climatiques<sup>484</sup>.

- [Institut danois pour les droits de l'homme](#)

L'Institut danois pour les droits de l'homme offre une introduction générale aux principaux éléments d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans le contexte du développement<sup>485</sup>.

- [Commission australienne pour les droits de l'homme](#)

La Commission australienne pour les droits de l'homme s'est, très tôt, intéressée à la discussion sur les droits de l'homme et les changements climatiques, qu'elle a enrichi d'un document de travail intitulé « Human Rights & Climate Change » (*Droits de l'homme et changements climatiques*), publié en 2008<sup>486</sup>.

- [Forum Asie-Pacifique des institutions nationales des droits de l'homme \(APF\)](#)

L'APF publie un ensemble de supports de formation, dont un manuel intitulé « Manual on National Human Rights Institutions »<sup>487</sup> et un guide ayant pour titre « Undertaking Effective Investigations »<sup>488</sup>.

- [Amnesty International](#)

Amnesty International propose un cours en ligne sur les changements climatiques et les droits de l'homme qui se veut une entrée en matière pour en savoir plus sur les

---

<sup>484</sup> <https://www.nhri.no/en/2021/webinar-on-states-human-rights-obligations-to-mitigate-climate-change/> (en anglais). et <https://www.youtube.com/watch?v=0B04wRhCx7M> (lien direct vers l'enregistrement vidéo).

<sup>485</sup> *Introduction to a human-rights-based approach - HRBA (Introduction à une approche fondée sur les droits de l'homme)*, <https://www.humanrights.dk/learning-hub/introduction-human-rights-based-approach> (en anglais, en arabe et en russe).

<sup>486</sup> <https://humanrights.gov.au/our-work/commission-general/publications/human-rights-climate-change-2008> (en anglais).

<sup>487</sup> *Manual on National Human Rights Institutions (Manuel sur les institutions nationales des droits de l'homme)*, mis à jour en octobre 2018, <https://www.asiapacificforum.net/resources/manual-on-nhris/> (en anglais, en arabe et en russe).

<sup>488</sup> *Undertaking Effective Investigations: A Guide For National Human Rights Institutions (Pour des recherches efficaces : guide à l'intention des institutions nationales des droits de l'homme)*, 2013. <https://www.investigationstraining.com/manual-on-conducting-effective-investigations-for-the-asia-pacific-forum-of-national-human-rights-institutions/> et [https://www.investigationstraining.com/wp-content/uploads/Undertaking\\_effective\\_investigations\\_guide.pdf](https://www.investigationstraining.com/wp-content/uploads/Undertaking_effective_investigations_guide.pdf) (en anglais).

relations complexes entre droits de l'homme et changements climatiques<sup>489</sup>. Ce cours apporte ainsi un éclairage sur les principales répercussions des changements climatiques sur ces droits et sur la manière dont ces derniers peuvent contribuer à de meilleures solutions aux changements climatiques.

## 7.2 Informations générales

---

De nombreuses sources nationales et internationales fournissent moult informations et données sur les changements climatiques. La difficulté consiste à pouvoir s'appuyer sur des intrants crédibles pour répondre aux besoins propres à des activités spécifiques comme des travaux de recherche, l'élaboration de rapports et la réalisation d'études d'impact. L'expérience des INDH suggère que bâtir des partenariats avec des personnes et des organisations disposant des connaissances et de l'expertise techniques nécessaires sera une bonne façon de répondre à ces enjeux.

Outre les sources mentionnées tout au long de ce Guide pratique, celles citées ci-après fournissent des informations générales concernant les changements climatiques et l'action en faveur du climat.

- [Haut-Commissariat aux droits de l'homme \(HCDH\)](#)

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme est une mine d'informations sur les droits de l'homme et les changements climatiques<sup>490</sup>. Sa rubrique [Questions fréquemment posées sur les droits de l'homme et les changements climatiques](#) est disponible dans les six langues des Nations Unies<sup>491</sup>. Le deuxième chapitre du présent guide pratique fournit de nombreux exemples du travail du HCDH et des mécanismes des Nations Unies en matière de droits de l'homme. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, s'exprime régulièrement sur les changements climatiques et la plupart de ses déclarations sont disponibles sur le site Internet du HCDH<sup>492</sup>.

- [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#)

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat<sup>493</sup> est l'organe des Nations Unies chargé d'évaluer la dimension scientifique des changements climatiques. Il a été créé pour fournir aux décideurs des évaluations scientifiques régulières de ces phénomènes, de leurs effets et risques éventuels pour l'avenir et pour proposer de possibles mesures d'adaptation et d'atténuation.

Le GIEC dresse des rapports exhaustifs destinés à évaluer régulièrement l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs répercussions, les risques futurs et les options disponibles pour les

---

<sup>489</sup> <https://amnestyinternational.docebosaas.com/learn/signin>

<sup>490</sup> <https://www.ohchr.org/fr/topic/climate-change-and-environment>

<sup>491</sup> HCDH, Questions fréquemment posées sur les droits de l'homme et les changements climatiques (2021), <https://www.ohchr.org/fr/publications/fact-sheets/fact-sheet-no-38-frequently-asked-questions-human-rights-and-climate>.

<sup>492</sup> <https://www.ohchr.org/fr/latest>

<sup>493</sup> <https://www.ipcc.ch/>



freiner. Il produit également des rapports spéciaux sur des sujets convenus entre les pays membres, de même que des rapports méthodologiques qui contiennent des directives pratiques sur l'établissement des inventaires de gaz à effet de serre. Le prochain rapport d'évaluation complet (AR6) est attendu en septembre 2022. La première partie de ce rapport AR6, « Climate Change 2021: The Physical Science Basis » (*Changement climatique 2021: les éléments scientifiques*)<sup>494</sup>, a été publiée en août 2021. La deuxième, intitulée « Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability » (*Changement climatique 2022 : impacts, adaptation et vulnérabilité*)<sup>495</sup>, a été publiée le 28 février 2022. Le GIEC y constate que les approches fondées sur les droits, la participation et l'inclusion peuvent contribuer à une réduction des vulnérabilités structurelles aux changements climatiques et faire progresser le développement à l'épreuve du climat<sup>496</sup>. Le troisième volet, « Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change » (*Changement climatique 2022 : Atténuation du changement climatique*)<sup>497</sup> a été publié le 4 avril 2022. Il inclut également des informations portant sur de nombreux enjeux socioéconomiques ayant des conséquences pour les droits de l'homme.

- **La Terre inhabitable**

Les rapports du GIEC devraient plus que suffire à comprendre l'urgence et l'ampleur de la menace que représentent les changements climatiques pour les droits de l'homme. L'ouvrage de David Wallace-Wells intitulé *La Terre inhabitable* (titre original : *The Uninhabitable Earth - A Story of the Future*) paru aux éditions Allen Lane (2019)<sup>498</sup> permet de saisir la gravité de la situation de façon plus imagée et moins technique.

- **Climate Action Tracker (CAT)**

Climate Action Tracker<sup>499</sup> est une analyse scientifique indépendante qui effectue un suivi des actions et des mesures gouvernementales en faveur du climat par rapport à l'objectif mondial défini par consensus dans l'Accord de Paris et qui consiste à « maintenir le réchauffement bien en-deçà de 2 °C et à poursuivre les efforts pour limiter le réchauffement à 1,5 °C ». Fruit de la collaboration entre deux organisations, Climate Analytics et New Climate Institute, le CAT pourvoit cette analyse indépendante aux décideurs depuis 2009. Le CAT suit 39 pays et l'UE et couvre ainsi

---

<sup>494</sup> <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/> (en anglais). et <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/resources/translations/#french> (communiqué de presse en français).

<sup>495</sup> <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/> et <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/resources/press/press-release> (en anglais).

<sup>496</sup> *Climate Change 2022, Impacts, Adaptation and Vulnerability: Summary for Policymakers (Résumé à l'intention des décideurs)*, sixième rapport d'évaluation du Groupe de travail II du GIEC, PMM.D.2.1, p. 32. [https://report.ipcc.ch/ar6wg2/pdf/IPCC\\_AR6\\_WGII\\_SummaryForPolicymakers.pdf](https://report.ipcc.ch/ar6wg2/pdf/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf) (en anglais).

<sup>497</sup> <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/> et <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/resources/press/press-release> (en anglais). Voir également *Five takeaways from the IPCC's report on limiting dangerous global heating (Cinq points à retenir du rapport du GIEC sur la limitation du réchauffement climatique)*, Climate Home News, 4 avril 2022, <https://climatechangenews.com/2022/04/04/five-takeaways-from-the-ipccs-report-on-limiting-dangerous-global-heating/> (en anglais).

<sup>498</sup> [https://www.academia.edu/39776594/David\\_Wallace\\_Wells\\_2019\\_The\\_Uninhabitable\\_Earth](https://www.academia.edu/39776594/David_Wallace_Wells_2019_The_Uninhabitable_Earth) (en anglais).

<sup>499</sup> <https://climateactiontracker.org/> et [https://www.youtube.com/watch?v=4H\\_D1bcboJ4](https://www.youtube.com/watch?v=4H_D1bcboJ4)

près de 80 % des émissions de la planète<sup>500</sup>, dont ces États sont responsables alors qu'ils représentent environ 70 % de la population mondiale.

- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

En 2015, le PNUE a publié de concert avec le Sabin Center for Climate Change Law de l'école de droit de l'Université Columbia (États-Unis) une étude sur la relation entre droits de l'homme et changements climatiques qui offre une bonne introduction en la matière<sup>501</sup>. Le rapport « Emissions Gap Report 2021: The Heat Is On » (*Rapport 2021 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions – Ça chauffe*) du PNUE, la 12<sup>e</sup> édition d'une série de rapports annuels, aborde l'écart entre les prévisions établies et les émissions réellement générées de GES en 2030 pour éviter les pires effets des changements climatiques<sup>502</sup>. En 2019, le PNUE a également publié un rapport intitulé « Environmental Rule of Law: First Global Report » (*Primauté du droit environnemental : premier rapport mondial*), qui traite des multiples facteurs expliquant l'application insuffisante des lois environnementales, dont une mauvaise coordination des administrations publiques, de faibles capacités institutionnelles, le manque d'accès à l'information, la corruption et la répression de la mobilisation civique<sup>503</sup>. En outre, le PNUE publie régulièrement le rapport « Adaptation Gap Report » (*Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques*). La sixième édition, publiée en 2021, passe en revue les mesures actuelles et les résultats émergents des efforts de planification, de financement et de mise en œuvre de l'adaptation déployés aux niveaux régional à national à travers le monde<sup>504</sup>.

- Nations Unies

Les Nations Unies proposent un site consacré aux changements climatiques<sup>505</sup>, avec une myriade d'informations généralistes concernant l'action climatique, mais peu de ressources qui traitent les liens entre droits de l'homme et changements climatiques.

---

<sup>500</sup> Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bhoutan, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, Émirats arabes unis, États-Unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Kazakhstan, Kenya, Gambie, Maroc, Mexique, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Suisse, Union européenne, Thaïlande, Türkiye, Ukraine et Viet Nam.

<sup>501</sup> PNUE et Sabin Center for Climate Change Law, « Climate Change and Human Rights » (décembre 2015), [https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9530/-Climate Change and Human Rights-climate-change.pdf.pdf?sequence=2&amp%3BisAllowed=](https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9530/-Climate%20Change%20and%20Human%20Rights-climate-change.pdf.pdf?sequence=2&amp%3BisAllowed=) (en anglais).

<sup>502</sup> Rapport en anglais, <https://www.unep.org/fr/resources/emissions-gap-report-2021> et résumé exécutif en français,

[https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/36991/EGR21\\_ESFR.pdf](https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/36991/EGR21_ESFR.pdf)

<sup>503</sup> Rapport en anglais et en portugais, <https://www.unep.org/resources/assessment/environmental-rule-law-first-global-report> et résumé exécutif en français,

[https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/27376/ERL\\_ES\\_FR.pdf?sequence=4&isAllowed=y](https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/27376/ERL_ES_FR.pdf?sequence=4&isAllowed=y)

<sup>504</sup> Rapport en anglais, <https://www.unep.org/fr/resources/rapport-2021-sur-lecart-entre-les-besoins-et-les-perspectives-en-matiere-dadaptation-aux> et résumé exécutif en français,

[https://wedocs.unep.org/xmlui/bitstream/handle/20.500.11822/37312/AGR21\\_ESFR.pdf](https://wedocs.unep.org/xmlui/bitstream/handle/20.500.11822/37312/AGR21_ESFR.pdf).

<sup>505</sup> <https://www.un.org/fr/climatechange>

Le groupe de gestion thématique des Nations Unies sur le volet des droits de l'homme et de l'environnement a été constitué en 2020. Piloté par le HCDH, le PNUD et le PNUE, il vise à intégrer le droit fondamental à un environnement sain dans tous les chantiers du système onusien afin de garantir une approche de l'action environnementale fondée sur les droits et cohérente à cette échelle<sup>506</sup>. Lors des travaux préparatoires de la COP 26, les membres de ce groupe ont convenu d'œuvrer de concert pour faire progresser l'action climatique fondée sur les droits<sup>507</sup>.

Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable est le principal instrument de planification et de mise en œuvre des activités de développement onusiennes au niveau national pour accompagner l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il structure ainsi l'intégralité de son cycle de vie, à savoir la planification, la mise en œuvre, le suivi, la publication d'informations et l'évaluation du soutien collectif des Nations Unies pour réaliser le programme d'ici 2030<sup>508</sup>. Il définit et décrit les contributions nationales au système de développement des Nations Unies et détermine la configuration des actifs onusiens requis dans le pays et en dehors de celui-ci. L'analyse pays courante consiste en une évaluation et une analyse indépendantes, impartiales et collectives de la situation d'un pays réalisées par le système des Nations Unies à usage interne en vue d'élaborer le Plan-cadre de coopération. Le nombre d'analyses pays et de plans-cadres de coopération qui font référence aux changements climatiques, à l'environnement et aux droits de l'homme, de même qu'à la situation des défenseurs des droits environnementaux ne cesse de croître.

En mars 2022, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a mis sur pied un groupe d'experts pour élaborer des normes plus claires et plus rigoureuses concernant les engagements en faveur du « zéro émission nette » de la part d'entités non étatiques (entreprises, investisseurs, villes et régions, etc.) et pour en accélérer l'application<sup>509</sup>.

- **Agence internationale de l'énergie (AIE)**

Le rapport spécial de l'Agence internationale de l'énergie intitulé « Net Zero by 2050 A Roadmap for the Global Energy Sector » explique de façon exhaustive comment passer à un système à bilan énergétique nul d'ici 2050 tout en assurant des approvisionnements en énergie stables et abordables pour un accès universel à l'énergie dans l'optique d'une croissance économique solide<sup>510</sup>.

---

<sup>506</sup> <https://unemg.org/human-rights-and-environment/>

<sup>507</sup> [https://unemg.org/wp-content/uploads/2021/09/EMGSOM.27\\_INF\\_5-IMG-HR-and-Environment-Strategy-for-UNFCCC-COP26.pdf](https://unemg.org/wp-content/uploads/2021/09/EMGSOM.27_INF_5-IMG-HR-and-Environment-Strategy-for-UNFCCC-COP26.pdf) (en anglais).

<sup>508</sup> Groupe des Nations Unies pour le développement durable, Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, 2019. <https://unsdg.un.org/fr/resources/directives-relatives-au-plan-cadre-de-cooperation-des-nations-unies-pour-le-developpement> et [https://unsdg.un.org/sites/default/files/2019-10/FR\\_UN%20Sustainable%20Development%20Cooperation%20Framework%20Guidance.pdf](https://unsdg.un.org/sites/default/files/2019-10/FR_UN%20Sustainable%20Development%20Cooperation%20Framework%20Guidance.pdf).

<sup>509</sup> <https://www.un.org/fr/climatechange/high-level-expert-group>

<sup>510</sup> <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050> (*Zéro émission nette d'ici 2050 : feuille de route pour le secteur mondial de l'énergie*, en anglais).



- [World Resources Institute \(WRI\)](#)

Le Programme pour le climat du World Resources Institute s'articule autour de quatre volets : accélérer l'action climatique au niveau national, faire progresser l'action climatique internationale, suivre les progrès vers les objectifs climat et favoriser l'équité et les objectifs de développement dans la transition vers une économie neutre en carbone. Il est résolument une source d'informations précieuses sur l'action climatique. Son centre de ressources pour une transition juste et une action climatique équitable présente des initiatives de gouvernements, de communautés et d'entreprises avec des enseignements sur la manière dont les travailleurs et les communautés peuvent bénéficier de la transition vers une économie décarbonée<sup>511</sup>. Sa publication intitulée « Navigating the Paris Agreement Rulebook » aide à comprendre les nombreux organes et processus de la CCNUCC établis pour mettre en œuvre l'Accord de Paris<sup>512</sup>. Le WRI est l'un des principaux auteurs du rapport intitulé « State of Climate Action 2021: Systems Transformations Required to Limit Global Warming to 1.5°C »<sup>513</sup>. Ce rapport signé par les champions de haut niveau pour l'action climatique des Nations Unies<sup>514</sup>, Climate Action Tracker, ClimateWorks Foundation, Bezos Earth Fund et World Resources Institute traduit les transitions exigées en 40 objectifs d'ici 2030 et 2050, avec des indicateurs mesurables. Le chapitre 11, consacré à l'Équité et une transition juste, évoque l'importance d'une transition juste pour les travailleurs et les communautés qui dépendent des énergies fossiles, ainsi que les implications plus larges en termes d'équité des transformations vers des systèmes à faibles émissions de carbone. Même s'il n'est pas fait référence aux droits de l'homme, la pertinence des droits procéduraux et fondamentaux vers une transition juste est évidente.

- [Climate Change Laws of the World](#)

La base de données Climate Change Laws of the World couvre la législation et les politiques nationales en matière de changements climatiques dans le monde<sup>515</sup>. Elle inclut les lois sur le climat ou en lien à celui-ci, de même que les dispositifs législatifs et les batteries de mesures politiques qui promeuvent les transitions vers les systèmes à faibles émissions de carbone. Elle souligne ainsi l'importance des politiques climatiques dans plusieurs domaines, dont l'énergie, les transports, l'utilisation du sol et la résilience aux changements climatiques. Climate Change Laws of the World est le fruit d'une collaboration du Grantham Research Institute de la LSE et du Sabin Center for Climate Change Law de l'école de droit de l'Université Columbia.

- [Climate Change Litigation Databases](#)

---

<sup>511</sup> <https://www.wri.org/just-transitions> (en anglais).

<sup>512</sup> <https://www.wri.org/paris-rulebook> (*Accord de Paris : mode d'emploi*, en anglais).

<sup>513</sup> [https://www.wri.org/research/state-climate-action-2021?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=here\\_are\\_three\\_business\\_people\\_and\\_planet\\_updates\\_for\\_you&utm\\_term=2021-10-29](https://www.wri.org/research/state-climate-action-2021?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=here_are_three_business_people_and_planet_updates_for_you&utm_term=2021-10-29) (*Le point sur l'action climatique en 2021 : les transformations systémiques nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C*, en anglais).

<sup>514</sup> <https://unfccc.int/climate-action/marrakech-partnership/actors/meet-the-champions> (en anglais).

<sup>515</sup> <https://climate-laws.org/>

Ce site internet propose deux bases de données sur des affaires en justice intentées en rapport avec les changements climatiques : (1) une base de données de procédures afférentes aux changements climatiques aux États-Unis et (2) une base de données de procédures relatives aux changements climatiques à l'échelle mondiale, qui inclut toutes les affaires hors États-Unis. La première (*U.S. Climate Litigation Chart*) est un projet conjoint du Sabin Center for Climate Change Law de l'école de droit de l'Université Columbia et d'Arnold & Porter. Créée en 2007, elle a été relancée en 2017 en tant que base de données interactive et consultable. Elle est mise à jour tous les mois et recensait, en mars 2022, environ 1 400 affaires, avec des liens vers environ 9 000 documents de procédure. La base de données mondiale (*Global Climate Change Litigation database*) a quant à elle été créée en 2011 et fait l'objet de mises à jour régulières. En mars 2022, elle comportait plus de 500 affaires, avec des liens vers près de 1 000 documents de procédure. Cela représente des affaires dans plus de 40 pays. La base de données mondiale inclut des procédures en lien avec le climat avec saisine de cours ou de tribunaux internationaux ou régionaux<sup>516</sup>.

- [Climate Social Sciences Network \(CSSN\)](#)

Lancé en octobre 2020, le CSSN ou réseau des sciences sociales pour le climat est un réseau international d'universitaires siégeant à l'Institute at Brown for Environment and Society<sup>517</sup>. Les universitaires du réseau sont des chercheurs en sciences sociales qui produisent des recherches évaluées par des pairs axées sur la compréhension du conflit politique autour des changements climatiques. L'une des questions que les membres du réseau examinent est la pratique de l'écoblanchiment, défini comme « expression qui désigne une pluralité de communications et de pratiques trompeuses qui, intentionnellement ou non, induisent de fausses perceptions positives de la performance environnementale d'une organisation »<sup>518</sup>.

- [Center for International Environmental Law \(CIEL\)](#)

L'organisation non gouvernementale Center for International Environmental Law<sup>519</sup> (ou Centre pour le droit international de l'environnement) se décrit comme utilisant le pouvoir de la législation pour protéger l'environnement, promouvoir les droits humains et assurer une société juste et durable. Elle s'intéresse à une foule de questions à la croisée du droit environnemental international et des droits de l'homme et compte un programme consacré au climat et à l'énergie. CIEL a publié de nombreux exposés et rapports sur le sujet des droits de l'homme et des changements climatiques, dont certains sont mentionnés dans les notes de bas de

---

<sup>516</sup> <http://climatecasechart.com/climate-change-litigation/about/>

<sup>517</sup> <https://www.cssn.org/>

<sup>518</sup> Nemes, N., Stabinsky, D., Scanlan, S.J., Smith, P., Smith, T., Aronczyk, M., Lewis, S.L., Montgomery, A.W. et Tubiello, F.N., 2021. *An Integrated Framework to Assess Greenwashing*. CSSN Working Paper 2021 (*Un cadre intégré pour évaluer l'écoblanchiment. Document de travail du CSSN*), page 5, <https://www.cssn.org/wp-content/uploads/2021/09/CSSN-Working-Paper-2021-on-Assessing-Greenwashing-1.pdf> (en anglais).

<sup>519</sup> <https://www.ciel.org/>

page du présent Guide pratique. Cette ONG travaille depuis longtemps de concert avec des INDH<sup>520</sup>.

- **Organisations non gouvernementales (ONG)**

Outre celles déjà mentionnées dans ce Guide pratique, beaucoup d'autres ONG nationales et internationales s'intéressent concrètement aux relations entre droits de l'homme et changements climatiques. Leurs contributions à l'action climatique, généralement méconnues de l'opinion publique, sont souvent précieuses. Passons en revue quelques ONG internationales.

- *Climate Action Network (CAN)*

Regroupant plus de 1 500 organisations de la société civile dans plus de 130 pays, le réseau mondial Climate Action Network<sup>521</sup> mène une action durable et collective pour lutter contre la crise climatique et œuvrer en faveur de la justice sociale et raciale. Il convoque et coordonne la société civile lors de discussions sur le climat des Nations Unies et d'autres forums internationaux. Le réseau CAN s'articule autour de pôles régionaux et nationaux<sup>522</sup>. S'intéressant à la myriade de sujets couverts par l'action climatique, notamment en rapport avec la justice, CAN traite des questions liées aux droits de l'homme<sup>523</sup>.

- *Amnesty International*

Amnesty International œuvre dans la lutte contre les changements climatiques à divers niveaux : plaider en faveur des droits de l'homme dans l'Accord de Paris, actions en faveur de normes relatives aux droits de l'homme plus robustes en matière de changements climatiques et soutien des groupes qui défendent l'environnement et mettent en avant des arguments en lien avec les droits de l'homme. Amnesty International travaille aux côtés de maints groupes pour faire davantage pression sur les États et les entreprises qui font obstacle aux progrès. L'ONG soutient les jeunes, les peuples autochtones, les syndicats et les communautés touchées pour demander

---

<sup>520</sup> Voir, par exemple, la publication du German Institute for Human Rights et du Center for International Environmental Law, *Climate Change and Human Rights - The Contributions of National Human Rights Institutions: A Handbook* (Changements climatiques et droits de l'homme – Les contributions des institutions nationales des droits de l'homme : manuel), 2020, <https://www.ciel.org/reports/climate-change-and-human-rights-the-contributions-of-national-human-rights-institutions/> et <https://www.institut-fuer-menschenrechte.de/publikationen/detail/climate-change-and-human-rights#> (en anglais). ; National Human Rights Institutions and the 2018 UN Climate Conference (Les institutions nationales des droits de l'homme et la Conférence sur le climat des Nations Unies de 2018), août 2018, <https://www.ciel.org/reports/national-human-rights-institutions-2018-un-climate-conference/> (en anglais). ; et National Human Rights Institutions and the 2018 Talanoa Dialogue (Les institutions nationales des droits de l'homme et le Dialogue de Talanoa de 2018), août 2018, <https://www.ciel.org/reports/national-human-rights-institutions-2018-talanoa-dialogue/> (en anglais).

<sup>521</sup> <https://climatenetwork.org/>

<sup>522</sup> <https://climatenetwork.org/overview/members/>

<sup>523</sup> Un exemple : présentation d'informations de CAN pour la première phase d'appel à contributions du bilan mondial (février 2022), <https://climatenetwork.org/resource/can-submission-for-the-first-input-phase-of-the-global-stocktake/> (en anglais).

une transition juste et rapide vers une économie zéro carbone ne laissant personne de côté. Elle appuie également les défenseurs de l'environnement et soutient l'espace civique pour l'information, la participation et la mobilisation, contribuant ce faisant à la promotion de politiques pour le climat plus progressistes<sup>524</sup>.

- *Global Witness*

Global Witness s'emploie, à travers diverses campagnes, à inciter les entreprises et les États à rendre compte de la destruction de l'environnement, de négligences vis-à-vis de la planète et du manquement à protéger les droits de l'homme<sup>525</sup>. Global Witness effectue des enquêtes, attire l'attention du public à l'échelle mondiale sur certaines problématiques et s'efforce de façonner et d'assurer le respect des lois, des sanctions et des changements de pratiques des entreprises pour garantir une transition vers un avenir juste et durable.

- *Greenpeace*

Greenpeace accorde une grande attention, d'une part, aux conséquences des changements climatiques pour les droits de l'homme et, d'autre part, au rôle de ces droits dans l'action climatique<sup>526</sup>. L'ONG a publié un Guide<sup>527</sup> de la justice climatique à l'attention des citoyens, contenant des idées pour les membres des communautés, les ONG et les avocats exerçant dans l'intérêt général. Ce guide explique comment préparer un dossier juridique portant sur les répercussions des changements climatiques du point de vue des droits de l'homme et décrit une stratégie de campagne de plaidoyer fondée sur ces mêmes droits.

- *Human Rights Watch*

Human Rights Watch s'attaque aux changements climatiques dans le cadre de son action sur l'environnement et les droits de l'homme<sup>528</sup>. L'organisation a produit maintes publications sur cette question et évalue également les politiques climatiques de vingt-deux pays dans son Rapport mondial 2022<sup>529</sup>.

---

<sup>524</sup> <https://www.amnesty.org/fr/what-we-do/climate-change/>. Amnesty International a élaboré un panorama des normes et des enjeux qui touchent aux droits de l'homme dans son rapport, *Nos droits brûlent ! Les gouvernements et les entreprises doivent agir pour protéger l'humanité face à la crise climatique*, Index : POL 30/3476/2021 French, (2021), <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/sites/8/2021/11/POL3034762021FRENCH.pdf>.

<sup>525</sup> <https://www.globalwitness.org/en/about-us/> et <https://www.globalwitness.org/en/about-us/annual-report-2020-time-climate-revolution/#CEO> (en anglais).

<sup>526</sup> <https://www.greenpeace.org/international/story/19885/what-does-climate-change-have-to-do-with-human-rights/> (en anglais).

<sup>527</sup> Holding your Government Accountable for Climate Change: A People's Guide (Demandez à votre gouvernement de rendre des comptes sur les changements climatiques : guide du citoyen), 2018, <https://www.greenpeace.org/international/publication/19818/holding-your-government-accountable-for-climate-change-a-peoples-guide/> (en anglais).

<sup>528</sup> <https://www.hrw.org/topic/climate-change>

<sup>529</sup> <https://www.hrw.org/video-photos/interactive/2022/01/13/human-rights-watch-country-profiles-climate-change-policy> et <https://www.hrw.org/world-report/2022> (en anglais).

### 7.2.1 Human Rights and Climate Change Working Group

Basé à Genève, le groupe de travail sur les droits de l'homme et les changements climatiques<sup>530</sup> réunit défenseurs de la société civile et experts dans le but de faire davantage reconnaître la dimension liée aux droits humains des changements climatiques et de garantir des voies de recours juridiques adaptées pour ceux qui en subissent les effets. Près de 400 membres individuels participent à cette coalition informelle, dont des défenseurs de la société civile, des représentants des peuples autochtones, des universitaires et des alliés au sein d'organisations intergouvernementales et d'INDH. Souhaitant opérer à travers les canaux traditionnels, le groupe de travail est actif de la manière suivante :

Au sein de la CCNUCC, ses membres plaident en faveur des droits de l'homme dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques, institutions et mécanismes pour le climat mis sur pied en vertu de la CCNUCC.

Dans d'autres processus internationaux, dont le programme d'objectifs de développement durable pour l'après 2015 et le Conseil des droits de l'homme, ses membres font la promotion des liens entre droits de l'homme et changements climatiques.

Au niveau national et régional, ses membres fournissent un appui technique à la mise en œuvre sur le terrain de politiques et d'actions fondées sur les droits.

À l'échelle de la communauté, ses membres aident à renforcer les capacités et accompagnent individus et communautés pour que les acteurs publics et privés – États et entreprises – soient tenus responsables des effets adverses de politiques et d'actions climatiques.

### 7.2.2 Global Network for Human Rights and the Environment (GNHRE)

Le réseau mondial pour les droits de l'homme et l'environnement réunit penseurs, chercheurs, décideurs, relais d'opinion et militants d'action communautaire. Cette diversité façonne de nouveaux débats et de nouvelles relations. Les membres du GNHRE produisent et échangent des idées et nourrissent leur réflexion à partir de la recherche la plus prestigieuse et des perspectives tirées de l'expérience et de la pratique communautaire à la croisée entre droits de l'homme et environnement dans le monde entier<sup>531</sup>. L'un de ses projets, consacré à l'action en justice contre les changements climatiques dans les pays du Sud, mobilise les droits de l'homme pour inciter à des efforts d'adaptation et d'atténuation plus ambitieux, notamment lorsque les réponses des États aux causes et aux répercussions multiples des changements climatiques se sont révélées inadaptées ou incohérentes avec le droit et la réglementation applicables<sup>532</sup>.

---

<sup>530</sup> <https://climaterights.org/about/>

<sup>531</sup> <https://gnhre.org/>

<sup>532</sup> <https://gnhre.org/climate-litigation-in-the-global-south/>